

**Département des Bouches-du-Rhône**

**Commune de PLAN-DE-CUQUES**

---

**REVISION du PLAN DE PREVENTION DES  
RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R)  
INONDATIONS**

*(Article L562-1 du Code de l'Environnement)*

**DEUXIEME PARTIE :**

**AVIS et CONCLUSIONS**

*Enquête publique du 28 janvier au 28 février 2022*

*Arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône du 24 décembre 2021*

Philippe MAGNUS

Commissaire-enquêteur

## **Table des matières**

---

### **DEUXIEME PARTIE : AVIS et CONCLUSIONS**

#### **Chapitre 7 : Requêtes et observations du public et des POA**

7.1- Observations du public

7.2- Observations des Personnes et Organismes Associés

#### **Chapitre 8 : Conclusions avec avis motivé du Commissaire-Enquêteur**

#### **Inventaire des pièces versées au dossier d'enquête**

**Le PPRI est établi sur l'aléa de référence qui est défini comme la crue historique la plus forte observée.**

**L'ancien PPRI était basé sur la crue trentennale. La doctrine de l'Etat a évolué et base désormais les mesures de protection des biens et des personnes sur les enseignements tirés du phénomène le plus violent survenu depuis un siècle au moins. Cette position constitue incontestablement un progrès notable dans la prévention du risque inondation.**

#### Eligibilité au dispositif du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)

[REDACTED] souhaite savoir si sa propriété est éligible au dispositif de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs et à quel taux.

[REDACTED] *est éligible aux subventions du fond de prévention des risques majeurs parce qu'elle est propriétaire de son logement et si son bien est concerné par des travaux prescrits par le PPRI. Dans ce cadre, elle, pourra se mettre en conformité avec les prescriptions du PPRI et être subventionnée à hauteur de 80 % du montant des travaux subventionnables dont la limite est fixée à 10% de la valeur vénale du bien.*

**Les Services de la DDM 13 lui apporteront aide et conseils pour définir les aménagements à réaliser et monter de dossier de demande de subvention.**

#### Changement de classement

Mesdames [REDACTED]



Propriétaires dans le cadre familial de la parcelle cadastrale AN 2017 divisée en deux lots (A et B), elles projettent la réalisation de 3 maisons : 2 sur le lot A et 1 sur le lot B.

Les trois demandes de permis de construire ont donc été déposées. Celles concernant le lot A ont été acceptées, celle sur le lot B a été refusée le 16 juillet 2021 au motif que le lot B se situe en zone rouge dans le projet de révision du PPRI.

Une seconde demande de permis a été déposée le 19 octobre 2021 prenant en compte les recommandations du Responsable de l'Urbanisme à la Mairie de Plan-de-Cuques (hauteur du vide sanitaire, maison à étage et zone pour évacuation aéroportée).

Cette seconde demande a été rejetée le 3 février 2022.

Les Consorts [REDACTED] s'étonne de ce nouveau refus et demandent une modification de zonage tendant à un classement en zone orange voire bleue.

Ils refusent le classement du lot B en zone rouge car la parcelle est classée en zone urbanisée dans le PLU. Pour mener à bien leur projet tout en limitant davantage le risque, ils se déclarent prêts à accepter des contraintes particulières.

*La DDTM 13 en réponse précise que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. La détermination des enjeux correspond à la réalité physique du territoire au moment de l'élaboration du PPRI. Toutes les zones U du PLU ne peuvent être classées en CU ou AZU.*

*La détermination des enjeux a fait l'objet d'une procédure homogène sur l'ensemble du bassin versant de l'Huveaune. Cette procédure est expliquée dans le rapport de présentation du PPRI communal. Dans l'état, ces parcelles, non urbanisées, participent au maintien de zone d'expansion de la crue et ne peuvent donc pas être classées en « Autre Zone Urbanisée » au titre de la carte des enjeux ni même considérées comme une dent creuse. De plus, la zone du terrain objet du refus est exposée à un aléa fort dans lequel toutes nouvelles constructions sont interdites*



*qu'elle soit classée en « Zone Peu ou Pas Urbanisée » ou en « Autre Zone Urbanisée » telle que le demande le requérant. Outre le fait que le classement en « Autre Zone Urbanisée » n'est pas justifié, il n'aurait aucune influence sur le caractère inconstructible du terrain.*

**Si les éléments de réponse apportés par l'Etat au refus du permis de construire sur le lot B répondent à une application stricte de la modélisation des enjeux déconnectée de la planification d'urbanisme, le fait que le terrain en question se situe sur une « zone de marge » milite en faveur d'un réexamen circonstancié de la situation afin que la solution la plus adaptée souhaitée par la Commune de Plan-de-Cuques soit trouvée ; l'objectif étant que l'ensemble des trois constructions projetées puissent se réaliser sur la parcelle cadastrée AN 217.**

## **7.2- Observations des Personnes et Organismes Associés**

Seules, la Commune de Plan-de-Cuques et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône ont répondu à la consultation des POA.

**En l'absence d'observations ou de demandes particulières, les avis formulés par les Personnes et Organismes Associés sont favorables à l'approbation du projet de révision du PPRi de la commune de Plan-de-Cuques.**

## **CHAPITRE 8**

### **CONCLUSIONS et AVIS du** **COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR**

**Sur le projet de révision du Plan de Prévention du Risque inondation  
sur la Commune de Plan-de-Cuques,**

***Il a été rendu compte dans le présent rapport :***

- De l'exposé de la mission,
- De la publicité de l'enquête,
- De la constitution du dossier d'enquête,
- Du déroulement de l'enquête,
- Des observations recueillies et de la réponse du Responsable de  
Projet,
- De l'avis et des commentaires du Commissaire-Enquêteur.

***Exposé des motifs :***

Le PPRI de Plan-de-Cuques s'inscrit dans une démarche globale de traitement du bassin versant de l'Huveaune qui draine 460 Km<sup>2</sup>. Ce territoire resté longtemps rural s'est progressivement urbanisé au cours des dernières décennies du fait de la croissance urbaine marseillaise.

Il en résulte une grande complexification et une artificialisation considérable des sols à l'origine d'une forte vulnérabilité aux crues à partir de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle.

Alors que la dernière étude sur le bassin versant avait été réalisée en 1978 sur la base d'une crue de période de retour de 50 ans, les crues de 2003 et de 2008 ont amené l'Etat à missionner le Bureau d'Etudes EGIS Eau pour la réalisation d'une étude approfondie du comportement hydraulique de l'Huveaune et de ses affluents et d'élaborer des cartographies précises des zones inondables pour différents niveaux de crues en vue de réaliser des PPRI adaptés aux spécificités des communes.

Cette élaboration s'est déroulée progressivement de l'aval vers l'amont et de manière prioritaire sur les communes les plus urbanisées.

La révision du PPRI de Plan-de-Cuques est initiée depuis 2017. Elle a fait l'objet de plusieurs réunions avec les associations et la Municipalité qui ont permis de stabiliser un premier projet qui a fait l'objet d'un Comité de Pilotage permettant de consulter l'Autorité Environnementale AE CGEDD.

Le décret 2019-715 s'appliquant à la révision, le projet a été amené à évoluer.

Les élections municipales de 2020 et la pandémie du Covid expliquent le lancement de l'enquête publique fin 2021.

L'objectif du PPRI est de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés à l'alea de l'inondation, de maîtriser l'urbanisation dans les zones les plus exposées afin de ne pas y accroître les enjeux, et de préserver les zones d'expansion des crues de toute urbanisation.

La réduction de la vulnérabilité permet de réduire les dommages d'une crue importante voire courante.



### ***Le Commissaire-Enquêteur,***

- Vu le Code de l'Environnement, en ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-11 (enquête de type environnemental),
- Vu l'arrêté de Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône en date du 24 décembre 2021,
- Vu les avis au public par voie de presse et l'accomplissement des formalités d'affichage par la Préfecture des Bouches-du-Rhône et la Mairie de la Ville de Plan-de-Cuques faisant connaître l'ouverture de l'enquête prescrite par l'arrêté précité,
- Vu le dossier d'enquête publique réglementairement constitué portant sur le projet de révision du PPRi sur la Commune de Plan-de-Cuques élaboré par les services de l'Etat,
- Vu les observations et requêtes formulées par le public et les Personnes et Organismes Associés (POA) consultés en amont et consignées dans le registre d'enquête et le Registre Dématérialisé,
- Vu l'audition de Monsieur le Maire de la Commune de Plan-de-Cuques,
- Vu les entretiens du public avec le Commissaire-Enquêteur pendant les cinq permanences,
- Vu le procès-verbal de synthèse notifié au Responsable de projet le 3 mars 2022 inclus dans le rapport,
- Vu le mémoire en réponse du maître d'Ouvrage en date du 9 mars 2022 inclus dans le présent rapport,

**Considérant** que le dossier d'enquête est très documenté, accessible à la lecture pour un public non averti, riche en cartographies diverses et en informations sur le secteur considéré,

**Considérant** que le règlement est suffisamment clair et facile de compréhension pour le public et que le commissaire-Enquêteur n'a aucune observation à formuler,

**Considérant** que pour le zonage, l'approche systémique adoptée par le Responsable de Projet pour le classement des zones a permis de traiter chaque cas particulier qui a fait l'objet de requêtes motivées,

**Considérant** que la DDTM 13 a répondu de façon argumentée aux demandes individuelles exprimées,

**Considérant** que l'information du public a été correctement effectuée en utilisant toutes les voies et moyens règlementaires. Si, force est de constater que le public ne n'est pas massivement déplacé (6 visiteurs), le site a fait l'objet de nombreuses consultations (56), visionnages (37) et téléchargements (25). Il est possible que cette situation s'explique par une adhésion de la population au projet. L'enquête concomitante sur le PLUI peut expliquer aussi qu'elle ait occulté celle du PPRI, le public ne possédant pas une connaissance fine des différentes enquêtes publiques et de leurs objets spécifiques.

**Considérant** que le PPRI se fixe comme principal objectif de réduire la vulnérabilité aux risques d'inondation des personnes et des biens en déterminant des règles de constructibilité contraignantes. Une seule requête individuelle enregistrée est motivée par le classement d'un terrain en zone inconstructible,

**Considérant** que la seule opposition concerne le classement partiel (lot B) de la parcelle cadastrée AN 217,

**Constatant** que lors de son audition Monsieur le Maire de Plan-de-Cuques a tenu à soutenir la demande de reclassement de la parcelle Lot B portée par les Consorts DRIGUES-FARINA-FERRAND,

**Ceci exposé,**

Le Commissaire-Enquêteur estime que l'approbation de la révision du PPRI du cours d'eau du Jarret répond à un objectif d'intérêt général pour la population et les biens. Aucune opposition majeure de quelque nature que ce soit ne s'est exprimée sur ce point tout au long de l'enquête.

Les prescriptions règlementaires qu'il institue sont de nature à permettre de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes y compris en cas de survenance de crues exceptionnelles.

Les dispositions du PPRI, combinées aux différents plans de sauvegarde, d'alertes et d'intervention assureront une meilleure protection globale.

Aussi, compte-tenu :

- De la qualité technique et pédagogique générale du dossier présenté suivant les guides nationaux,
- Du sérieux des études hydrauliques qui sous-tendent le PPRI,
- De la concertation menée en amont avec toutes les parties prenantes pour améliorer le dossier, même si le public s'est peu déplacé,
- De la nécessité de doter rapidement le territoire de la Commune de Plan-de-Cuques d'un PPRI adapté à ses spécificités au vu des aléas météorologiques de plus en plus menaçants,
- Et pour l'ensemble des motifs exposés et développés ci-dessus,



Le COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR émet un :

## **AVIS FAVORABLE**

Sur le projet de révision du Plan de Prévention du Risque inondation  
sur la Commune de Plan-de-Cuques

### **Assorti d'une recommandation :**

La situation particulière de la parcelle cadastrée AN n° 217 située pour partie en zone rouge justifie un réexamen circonstancié par les services de L'Etat de sa situation afin que la solution la plus adaptée soit trouvée pour que le projet familial de réalisation de trois constructions dont deux sont déjà autorisées puisse se réaliser.

En cela, le Commissaire-Enquêteur relaie et partage la position de Monsieur le Maire de Plan-de-Cuques.

Fait et clos à Marseille, le 28 mars 2022

Philippe MAGNUS

Commissaire-Enquêteur



## INVENTAIRE des pièces versées au dossier d'ENQUETE PUBLIQUE

(remises en un seul exemplaire à la Préfecture des Bouches-du-Rhône)

N°	Description des pièces	Nb
1	Décision E21000128/13 du Tribunal Administratif du 10 décembre 2021	1
2	Arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône du 24 décembre 2021	1
3	Avis d'Enquête Publique du 30 décembre 2021	1
4	Copie des publications des avis d'Enquête	4
5	Copie clôture Registre Dématérialisé	1
6	Certificat d'affichage - Mairie de Plan-de-Cuques du 1er mars 2022	1
7	Certificat d'affichage - Préfecture du 3 mars 2023	1
8	Original Procès-Verbal de Synthèse du 3 mars 2022	1
9	Mémoire en réponse du Responsable de Projet	1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

5 juillet 2021

N° E21000031 /13

LA PRÉSIDENTE  
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

**Annulation d'une décision de désignation commissaire enquêteur**

Le courrier, enregistré le 18 février 2021, par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a informé le tribunal administratif qu'une enquête publique allait être organisée en vue de l'aménagement du stade nautique du Roucas Blanc pour l'organisation des JO 2024 a été considéré a tort comme une demande de désignation d'un commissaire enquêteur.

Par suite, la décision n° E21000031/13 en date du 11 mars 2021 par laquelle le tribunal administratif de Marseille a désigné M. Philippe Magnus en qualité de commissaire enquêteur doit être annulée.

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La décision n° E21000031/13 du 11 mars 2021 du tribunal administratif de Marseille, désignant M. Philippe Magnus en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus, est annulée.

**Article 2** : La présente décision sera notifiée au préfet des Bouches-du-Rhône et à M. Philippe Magnus.

Fait à Marseille, le 5 juillet 2021.

La 1<sup>ère</sup> Vice- présidente,



Muriel JOSSET







**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la  
Légalité et de l'Environnement**

**Bureau de l'Utilité Publique,  
de la Concertation et de l'Environnement  
Mission Environnement et Enquêtes publiques**

**Arrêté préfectoral**

**portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet de révision du Plan de Prévention  
des Risques d'inondation par débordement du Jarret et de ses principaux affluents  
sur le territoire de la commune de PLAN-DE-CUQUES**

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L123-1 à L123-16, R123-1 à R123-17 relatifs au champ d'application des enquêtes publiques et au déroulement de la procédure administrative de ces enquêtes;

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L562-1 et suivants et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et en particulier des risques « inondation » et à leur procédure d'élaboration;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire;

**VU** le décret n°2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire;

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2020 prescrivant la révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) sur la commune de PLAN-DE-CUQUES;

**VU** la décision de l'Autorité Environnementale, après examen au cas par cas, n°F-093-19-P-067, du 24 juillet 2019, indiquant que la révision du PPRI de PLAN-DE-CUQUES n'est pas soumise à évaluation environnementale;

**VU** le bilan de la phase de concertation publique qui s'est déroulée du 06 mai 2021 au 06 juillet 2021;

**VU** le bilan de la consultation des Personnes et Organismes Associés menée du 16 septembre 2021 au 16 novembre 2021 ;

**VU** l'avis favorable du Maire de PLAN-DE-CUQUES du 20 septembre 2021;

**VU** l'avis favorable du Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône du 26 octobre 2021;

**VU** l'avis réputé tacite favorable du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône;

**VU** l'avis réputé tacite favorable de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

**VU** les pièces du dossier accompagnant la demande précitée;

**VU** le courrier assorti d'une note de présentation non technique produit, le 26 novembre 2021, par la Direction départementale des Territoires et de la Mer (Service Urbanisme/Pôle Risques) laquelle sollicite l'engagement de la procédure d'enquête publique;

**VU** la liste départementale des commissaires enquêteurs pour l'année en cours;

**VU** l'arrêté dressant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches-du-Rhône pour l'année en cours;

**VU** la décision n°E21000128/13 du 10 décembre 2021 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique;

**CONSIDERANT** que le dossier d'enquête comporte l'ensemble des pièces exigées à l'article R 123-8 du code de l'environnement;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de soumettre le projet à une enquête publique dans les formes prévues aux articles R123-1 et suivants du code de l'environnement;

**CONSIDERANT** que les dispositions requises relatives à la crise sanitaire liée au Covid-19 sont compatibles avec la tenue de ladite enquête publique, dans le respect des prescriptions réglementaires y afférentes et des règles de sécurité sanitaire en vigueur;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet de l'enquête**

Il sera procédé, pendant trente-deux jours consécutifs, **du vendredi 28 janvier 2022 au lundi 28 février 2022 inclus**, à l'ouverture d'une enquête publique, en mairie de PLAN-DE-CUQUES, siège de l'enquête, portant sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement du Jarret et de ses principaux affluents sur le territoire de la commune de PLAN-DE-CUQUES.

### **Article 2 : Désignation du commissaire enquêteur**

A été désigné, en qualité de commissaire enquêteur, Monsieur Philippe Magnus, Expert Evalueur immobilier SG du Conseil Economique et Social PACA, en activité.

### **Article 3 : Procédure et déroulement de l'enquête**

#### **3.1 Mesures générales liées à l'épidémie de covid 19**

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.



Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation du dossier au lieu d'enquête et lors des permanences du commissaire enquêteur.

### 3.2 Le dossier d'enquête

Le dossier d'enquête sur support papier accompagné d'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera tenu à la disposition du public, en mairie de PLAN-DE-CUQUES (Services Techniques et Urbanisme, Rue du vert coteau 13380 Plan-de-Cuques), pendant une durée de trente-deux jours consécutifs, du vendredi 28 janvier 2022 au lundi 28 février 2022 inclus, afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00) et consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Le dossier d'enquête publique est par ailleurs consultable, pendant toute la durée de l'enquête, à l'adresse suivante <https://www.registredemat.fr/ppri-plan-de-cuques> et accessible depuis le lien disponible sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône:

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Plan-de-Cuques>.

Le dossier d'enquête peut également être consulté, pendant la même période, sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau N°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 47 / 46 ou 06 70 89 60 02).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, en s'adressant auprès de la direction susmentionnée de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Le dossier d'enquête publique comporte, en application des articles L123-9 et R 122-17 du code de l'Environnement, la décision de l'Autorité Environnementale, après examen au cas par cas, n°F-093-19-P-067, du 24 juillet 2019, indiquant que la révision du PPRI de PLAN-DE-CUQUES n'est pas soumise à évaluation environnementale.

### 3.3 Propositions et observations du public

Pendant la durée de l'enquête, le public<sup>1</sup> pourra consigner ses observations et propositions du vendredi 28 janvier 2022 au lundi 28 février 2022 inclus:

- sur le registre d'enquête publique établi sur feuillets non mobile coté et paraphé par le commissaire enquêteur, disponible en mairie de PLAN-DE-CUQUES ;

- sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet suivant <https://www.registredemat.fr/ppri-plan-de-cuques> ou accessible depuis le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône. Le registre dématérialisé sera ouvert du vendredi 28 janvier 2022 (8h00) au lundi 28 février 2022 (17h00);

- par courriel à l'adresse suivante: [ppri-plan-de-cuques@registredemat.fr](mailto:ppri-plan-de-cuques@registredemat.fr) du vendredi 28 janvier 2022 (8h00) au lundi 28 février 2022 (17h00);

- par voie postale au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête.

1 - Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.

En outre, les observations écrites et orales seront reçues par le commissaire enquêteur, Monsieur Philippe MAGNUS qui se tiendra à la disposition du public, au siège de l'enquête, à l'adresse précitée, aux jours et heures suivants:

- |                            |                  |
|----------------------------|------------------|
| - Vendredi 28 janvier 2022 | de 8h00 à 11h00  |
| - Mercredi 2 février 2022  | de 14h00 à 17h00 |
| - Mercredi 9 février 2022  | de 8h00 à 11h00  |
| - Mercredi 16 février 2022 | de 14h00 à 17h00 |
| - Lundi 28 février 2022    | de 14h00 à 17h00 |

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-14 à R123-17 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R123-13 (modifié par décret n°2021-837 du 29 juin 2021) du code de l'environnement, les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites et orales émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables en mairie de PLAN-DE-CUQUES, aux heures d'ouverture au public.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité.

Par ailleurs, l'ensemble des observations et propositions du public seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Le maire de la commune sur le territoire de laquelle le plan doit s'appliquer est entendu par le commissaire enquêteur une fois consigné ou annexé au registre d'enquête l'avis du conseil municipal.

#### **Article 4 : Publicité de l'enquête**

Un avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique et établi conformément aux dispositions des articles L.123-10, R.123-9 et R.123-11 du code de l'environnement sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé, par les soins du maire concerné, dans la commune de PLAN-DE-CUQUES, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.  
L'accomplissement de cette formalité incombe au maire et devra être certifié par lui.

L'avis sera également affiché, dans les mêmes conditions de délai et de durée, à la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Cet avis d'enquête sera également publié par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les huit premiers jours de celle-ci.

Enfin, l'avis d'enquête sera publié par voie dématérialisée sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

#### **Article 5 : Clôture de l'enquête**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le pétitionnaire disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport, conformément aux dispositions de l'article R.123-19, alinéa 2 du code de l'environnement, qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que les réponses éventuelles du responsable du projet.



Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Préfet des Bouches-du-Rhône l'exemplaire du dossier de l'enquête, accompagné du registre et pièces annexées, avec le rapport et ses conclusions motivées.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille.

#### **Article 6 : Consultation du rapport et conclusions du commissaire enquêteur**

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera :

- adressée par le Préfet à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête;
- adressée par le Préfet à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Urbanisme/ Pôle Risques - 16, rue Antoine Zattara - 13332 MARSEILLE cedex 3;
- tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la Préfecture des Bouches-du-Rhône (Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement/ BUPCE Bureau 404) et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet de la Préfecture des Bouches du Rhône.

#### **Article 7 : Décision adoptée au terme de l'enquête**

A l'issue de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques naturels d'Inondation, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

#### **Article 8 : Personne responsable du projet**

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer – 16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme /Pôle Risques - (Contact : M. Marc RAPA - Portable: 06 07 35 04 08).

#### **Article 9 : Exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de la commune de PLAN-DE-CUQUES
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Commissaire enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille ainsi qu'à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 24 DEC 2021  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Yvan CORDIER







**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la  
Légalité et de l'Environnement**

**Bureau de l'Utilité Publique,  
de la Concertation et de l'Environnement  
Mission Environnement et Enquêtes publiques**

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 24 décembre 2021, il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'inondation par débordement du Jarret et de ses principaux affluents sur la commune de PLAN-DE-CUQUES.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-deux jours consécutifs, **du vendredi 28 janvier 2022 au lundi 28 février 2022 inclus** en mairie de PLAN-DE-CUQUES (*Services Techniques et Urbanisme, Rue du Vert coteau, 13380-PLAN-DE-CUQUES*), siège de l'enquête.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra :

- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00);
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46)/06 70 89 60 02.
- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse: <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Plan-de-Cuques>;
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de Plan-de-Cuques;
- consigner ses observations et propositions par voie électronique, du vendredi 28 janvier 2022 (8h00) au lundi 28 février 2022 (17h00), sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet: <https://www.registredemat.fr/ppri-plan-de-cuques> et accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la Préfecture, ou par courriel à l'adresse suivante: [ppri-plan-de-cuques@registredemat.fr](mailto:ppri-plan-de-cuques@registredemat.fr)

Monsieur Philippe MAGNUS, Expert Evalueur immobilier, SG du Conseil Economique et Social PACA, en activité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- |                            |                  |
|----------------------------|------------------|
| - vendredi 28 janvier 2022 | de 8h00 à 11h00  |
| - mercredi 02 février 2022 | de 14h00 à 17h00 |
| - mercredi 09 février 2022 | de 8h00 à 11h00  |
| - mercredi 16 février 2022 | de 14h00 à 17h00 |
| - lundi 28 février 2022    | de 14h00 à 17h00 |

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables par le public<sup>1</sup> sur le site dématérialisé sécurisé précité ou accessibles depuis le site internet précité de la préfecture. Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Au terme de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques d'inondation, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer – 16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme /Pôle Risques - Portable: 06 07 35 04 08.

Fait à Marseille, le 30 DEC. 2021

Le Chef de Bureau de l'Utilité  
Publique, de la Concertation et de  
l'Environnement

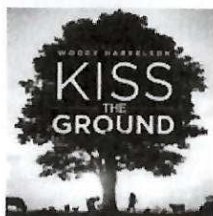
Patrick PAYAN

<sup>1</sup> Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.



# PROVENCE

## LA PENNE-SUR-HUVEAUNE Ciné-débat « Kiss the ground »



Les Amis paysans et Terre 2 mains organisent, avec le soutien du groupe Pacte Transition Pays d'Aubagne de, EcoRéseau et Incroyable comestibles d'Aubagne, une projection du film documentaire *Kiss the ground*, jeudi 20 janvier à 20h, au cinéma Jean-Renoir, à La Penne-sur-Huveaune.

La projection sera suivie d'un débat et d'échanges sur la thématique de l'agriculture régénérative, les pratiques de préservation des sols, le compostage. Débat en présence de Jérôme Laplane, paysan à Roquevaire, Thomas Denos, maître composteur à Marseille.

## AUBAGNE La chanson française à l'honneur

Le cercle de l'Harmonie, situé 12 cours Belmond, propose le vendredi 28 janvier, à partir de 20h30, un concert de Jean-Marc Cartosio, qui viendra interpréter son répertoire de chansons françaises. Entre récital et cabaret, le chanteur sera accompagné du pianiste Jean-Louis Valle, pour jouer une sélection de titre allant de

Charles Aznavour aux classiques des années 60. Entre 12 euros (non adhérent) + 1 euro, 10 euros (adhérents). Buvette et restauration sur place.

un vin chaud!), précise-t-il.

## « Debout les femmes » au cinéma Lumière



Le comité local d'Attac La Ciotat en partenariat avec le cinéma Lumière propose, le jeudi 20 janvier, à 20h30, la projection de *Debout les femmes* de François Ruffin et Gilles Perret, au cinéma Lumière, en présence de Gilles Perret.

## LA CIOTAT Les actions culturelles en 2022

Le collectif d'actions culturelles de La Ciotat vous souhaite « une belle et heureuse année 2022, emplies de tout ce qui vous est essentiel ». Pour bien commencer cette nouvelle année, le collectif donne rendez-vous au cinéma Lumière, le dimanche 23 janvier, à partir de 15h. Au programme : musique, chansons, théâtre, émotions, littérature, échange, danse, cinéma, rencontres... « Nous serons heureux de partager avec vous ce joyeux bouillon de culture (et

## ANNONCES LEGALES HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

### MARSEILLE

Marchés publics  
Tél. 04 91 57 75 39  
cdelepine@lamarseillaise.fr

Vie des sociétés  
Tél. 04 91 57 75 34  
ipp@lamarseillaise.fr

### MARTIGUES

Tél. 04 91 57 75 39  
martiguespub@lamarseillaise.fr



DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 24 décembre 2021, il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'inondation par débordement du Juret et de ses principaux affluents sur la commune de PLAN-DE-CUQUES.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-deux jours consécutifs, du **vendredi 28 janvier 2022 au lundi 28 février 2022 inclus** en mairie de PLAN-DE-CUQUES (Services Techniques et Urbanisme, Rue du Vert coteau, 13380-PLAN-DE-CUQUES), siège de l'enquête. En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) sont fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra :  
- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00);  
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) 06 70 69 60 02;  
- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse: <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Plan-de-Cuques>;  
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de Plan-de-Cuques;  
- consigner ses observations et propositions par voie électronique, du vendredi 28 janvier 2022 (8h00) au lundi 28 février 2022 (17h00), sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet: <https://www.registredemat.fr/ppr-plan-de-cuques> et accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la Préfecture, ou par courriel à l'adresse suivante: [ppr-plan-de-cuques@registredemat.fr](mailto:ppr-plan-de-cuques@registredemat.fr)

Monsieur Philippe MAGNUS, Expert Evalueur immobilier, SG du Conseil Economique et Social PACA, en activité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recueillera ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- vendredi 28 janvier 2022 de 8h00 à 11h00
- mercredi 02 février 2022 de 14h00 à 17h00
- mercredi 09 février 2022 de 8h00 à 11h00
- mercredi 16 février 2022 de 14h00 à 17h00
- lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables par le public sur le site dématérialisé sécurisé précité ou accessibles depuis le site internet précité de la préfecture. Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête. Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône. Au terme de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques d'inondation, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement). La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer - 16, rue Antoine Zattara - 13332 Marseille Cedex 3. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme / Pôle Risques - Portable: 06 07 35 04 08.

Fait à Marseille, le 30/12/2021  
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement  
SIGNÉ  
Patrick PAYAN

1-Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront des données consultables en ligne.

## LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 05/01/2022 il a été établi un contrat de location gérance entre La Société dénommée « AC 13 » Société à responsabilité limitée à associé unique Au capital de 7 500 € Siège social : Bât C2, Résidence l'Aiguiette, 36 rue de l'Aiguiette - 13012 MARSEILLE Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le N°522 353 259 Représentée par son gérant: Madame Christèle LONGO titulaire de l'Autorisation de Taxi N°1058 sur la commune de Marseille et, La Société dénommée « TRANSPORTS SANITAIRES PHOCEENS » Société à responsabilité limitée Au capital de 121 525 € Siège social : 553 rue Saint Pierre 13012 MARSEILLE Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le N°401 633 672 Représentée par son co-gérant : Monsieur Antoine BLESSAS, portant sur une autorisation de stationnement N° 1058 à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Voitures Publiques, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

202202274

SAS LAROUSSA ARABIA au Capital de 500 €. Siège : 2 Rue BIRGARD - 13003 MARSEILLE - RCS MARSEILLE N° 901 278 590. Le 03/01/2022, Par AGÉ., il a été pris acte des modifications suivantes : **Nouvelle dénomination sociale** : DESTOCKAGE ESSAADA. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Mention en sera faite au RCS de MARSEILLE.

202202277

## CLÔTURE DE LIQUIDATION

ACTING LOGISTIQUE EURL au Capital de 8 000 euros  
Siège social : 1, Square Jean Bouin 13009 MARSEILLE  
N° R.C.S. MARSEILLE B 440 504 892  
Suite au PV en date du 22/12/2021, l'associé unique, a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 22/12/2021. Mention sera faite au RCS de MARSEILLE.

202202278

L'AGE du 30/11/2021. La SARL FANNY FLORENT PIZZA 140 Avenue de la Rose 13013 MARSEILLE RCS Marseille 843 721 507 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a constaté la clôture définitive de la liquidation.

202202279

L'AGE du 30/11/2021 La SARL FANNY FLORENT PIZZA 140 Avenue de la Rose 13013 MARSEILLE RCS Marseille 843 721 507 a décidé la dissolution de la société, a nommé Mme BASTIEN Fanny domiciliée 36 Avenue Merleau Porty Résidence la Sauvagine bât D12 13013 MARSEILLE en qualité de liquidateur et a fixé le siège de liquidation chez le liquidateur.

202202280

## Vie des sociétés

## MODIFICATIONS

THE GREEN FLOWER, SAS au capital de 500€, sise 13 Allée des Genêts, 13140 MIRAMAS, RCS SALON DE Pce 899642086. Le 28.12.21, il résulte de l'AGE que Anthony GROBI demeurant Rue du Pommier - Les Pommiers Bât B3, 13127 VITROLLES, a démissionné de ses fonctions de DG et a été nommé Président en remplacement de Anthony CLAIREFOND, démissionnaire et que le siège social est transféré aux Arcades de Cîteaux, 13127 VITROLLES, et ce à compter du 28.12.21. L'AGE du 07.01.22 a décidé de nommer en qualité de DG Paul COTTA, demeurant 2 Ch. de la Croix, Plan des Pennes, PENNES-MIRABEAU 13170. Statuts modifiés. Mention faite RCS SALON DE Pce.

202202281

SCP OLIVIER CAPELLA ET FRANÇOIS-XAVIER GERMAIN  
NOTAIRES ASSOCIÉS 68120 VAGNE

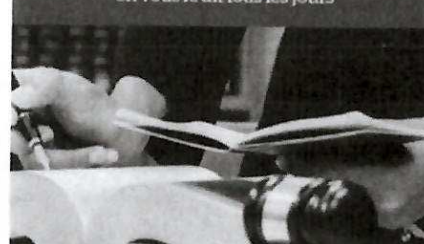
## AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution, suivant acte reçu par Me CAPELLA le 04/12/2021, de la société civile immobilière dénommée SCI L'ABBA au capital de 1.000,00 €, ayant pour objet l'acquisition, la location et la gestion de tous biens immobiliers. Siège social : 196 Avenue des Piédes, Quartier d'Agay, SAINT RAPHAEL (83). Durée : 99 ans. Apports en numéraire uniquement. Gérante : Mme Brigitte GROSDEMANGE demeurant à RACON AUX BOIS (83) 3 chemin de Moyennont. Toutes les cessions de parts sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés. Immatriculation au RCS de FREJUS. Pour avis, O. CAPELLA

202202281

## La Marseillaise

Il existe d'autres voix,  
on vous le dit tous les jours





## PROVENCE / ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES  
HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

## MARSEILLE

**Marchés publics**  
Tél. 04 91 57 75 39  
cdelepine@lamarseillaise.fr

**Vie des sociétés**  
Tél. 04 91 57 75 34  
ipp@lamarseillaise.fr

## MARTIGUES

Tél. 04 91 57 75 39  
martiguespub@lamarseillaise.fr



Direction de la Citoyenneté, de la Légimité,  
et de l'Environnement  
Bureau des Installations et Travaux Réglementés  
pour la Protection des Milieux  
**AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**  
SOCIÉTÉ VALSUD

En exécution de l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 8 décembre 2021 il sera procédé, pendant une durée de 32 jours, du 11 janvier 2022 au 11 février 2022 inclus, sur le territoire de Bouc-Bel-Air, Les Pennes-Mirabeau, Marseille, Septèmes-les-Vallons et Simiane-Colongue à une enquête publique unique, portant sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société VALSUD pour la poursuite d'exploitation de l'Écopôle de l'Étoile situé sur la commune de Septèmes-les-Vallons et sur la demande de modification des servitudes d'utilité publique.

Le projet porte sur la poursuite d'exploitation des installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de l'Écopôle de l'Étoile exploité par VALSUD sur la commune de Septèmes-les-Vallons, site comprenant :

- une ISDND (deux casiers Ouest et Est) et sa plateforme de valorisation du biogaz et de traitement des lixiviats (dite «VBTL»);
- une déchèterie et une ressource;
- une plateforme de compostage des déchets verts et biodéchets;
- une plateforme de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux non inertes.

Par ailleurs, le projet prévoit une modification des servitudes d'utilité publique déjà existantes dont un projet d'arrêté préfectoral est joint au dossier d'enquête publique. La nature de ces servitudes est précisée ci-après :

Pour les terrains inclus dans le périmètre des servitudes d'utilité publique, sont incluses les occupations et les usages suivants :

- la réalisation de tout immeuble à usage exclusif d'habitation par des tiers et de tout terrain destiné à des activités sportives ou de loisirs ;
- l'habitation ou l'occupation par des tiers de tout immeuble, qu'il s'agisse de constructions, d'installations ou de terrains non bâtis, en dehors de ceux liés à l'exploitation de l'ISDND de l'Écopôle de l'Étoile et de ses activités connexes, à la collecte, au stockage, au traitement et au recyclage des déchets ;
- tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol entraînant une présence autre qu'occasionnelle de personnes non liées à l'exploitation ou au suivi en fin d'exploitation des installations présentes sur le site ;
- l'aménagement ou l'implantation de terrains des sports, de camping d'aires d'accueil des gens du voyage ou le stationnement d'habitations provisoires (caravanes, mobil-home), et de parcs de loisirs ;
- l'aménagement ou l'implantation d'établissements recevant du public en dehors de ceux liés à l'exploitation de l'ISDND de l'Écopôle de l'Étoile, à la collecte, au stockage, au traitement et au recyclage des déchets ;
- l'aménagement d'étang ou de retenues d'eau ;
- D'une manière générale, tout projet susceptible de modifier l'état du sol, du sous-sol et de perturber la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site, en dehors de ceux liés à l'exploitation de l'ISDND de l'Écopôle de l'Étoile, à la collecte, au stockage, au traitement et au recyclage des déchets ;
- La réalisation de puits ou de forage pour captage d'eau, en dehors de ceux liés à l'exploitation de l'ISDND de l'Écopôle de l'Étoile ;
- Toute activité qui pourrait en raison des émissions qu'elle génère créer une réaction de type inflammation ou explosion avec le biogaz. Dans ce périmètre devront être soumis à étude d'impact préalable les ouvrages ou travaux suivants :
- création de captage d'eau, puits, forages ;
- création de carrières, galeries souterraines ;
- travaux de drainage en profondeur, affectant les eaux souterraines.

Dans ce périmètre, la faisabilité de toute activité projetée doit, au préalable, être étudiée afin de vérifier sa compatibilité avec les mesures de gestion des risques technologiques définies dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Dans ce périmètre, les activités suivantes sont présumées compatibles avec les servitudes d'utilité publique :

- les activités sylvicoles et agricoles (sans implantation de bâtiment) dès lors qu'il est démontré qu'elles sont compatibles avec les mesures de gestion des risques technologiques définies dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- le projet de ferme agricole décrit dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé sous réserve que soient effectuées les démarches réglementaires d'autorisation liées à un tel projet, qu'il ne soit pas situé à l'intérieur des zones touchées par des effets de surpressions significatifs, que soit démontrée sa compatibilité avec les mesures de gestion des risques technologiques définies dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale et que soit mise en place une convention d'information et de formation entre la société VALSUD exploitant les installations de l'ISDND de l'Écopôle de l'Étoile et l'entreprise sous-traitante en charge de l'exploitation et la maintenance de la ferme agricole ;

- le projet de parc photovoltaïque décrit dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé sous réserve que soient effectuées les démarches réglementaires d'autorisation liées à un tel projet, que soit mis en place une convention d'information et de formation entre la société VALSUD exploitant les installations de l'ISDND de l'Écopôle de l'Étoile et l'entreprise sous-traitante en charge de l'exploitation et la maintenance du parc et que sa compatibilité avec les mesures de gestion des risques technologiques définies dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale soit démontrée.

L'exploitant de l'activité de stockage de déchets non dangereux ainsi que ses prestataires disposent d'un droit de passage sur les parcelles selon les références cadastrales dans le tableau qui suit, dès lors qu'il s'agit de respecter les prescriptions qui lui sont imposées par la réglementation (contrôles et surveillance des eaux souterraines notamment).

Commune	Section	Numéro	Surface totale de la parcelle (m²)	Surface de la parcelle concernée par les servitudes d'utilité publique (m²)
Septèmes-les-vallons	AV	15	91283	3442
Septèmes-les-vallons	AV	19	61264	34492
Septèmes-les-vallons	AV	20	20506	18543
Septèmes-les-vallons	AV	21	125848	26834
Septèmes-les-vallons	A	337	250752	12250
Septèmes-les-vallons	A	1390	527068	525767
Septèmes-les-vallons	A	1391	3772009	294824
			<b>Total</b>	<b>916152</b>

Ces servitudes couvrent la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi à long terme de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société VALSUD sur son site de l'Écopôle de l'Étoile sur la commune de Septèmes-les-Vallons.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable du public. Sont désignés comme membres de la commission d'enquête publique par la présidente du tribunal administratif de Marseille :

- M. Bertrand FORTIN, directeur adjoint DDE 13 retraité (président de la commission d'enquête) ;
- M. Joël GUITARD, docteur en sciences retraité de l'industrie chimique ;
- M. Claude TAGLIASCO, ingénieur HSE - Risques Industriels, retraité.

Les dossiers d'enquête complets sur support papier comprenant notamment l'évaluation environnementale, l'étude de dangers, le résumé non technique, et auxquels seront joints les avis obligatoires des services, l'avis de l'autorité environnementale, le mémoire en réponse de l'exploitant à l'Autorité environnementale ainsi que le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par un membre de la commission d'enquête, seront tenus à la disposition du public dans les mairies ci-dessous pendant une durée de 32 jours, du 11 janvier 2022 à 9h00 au 11 février 2022 inclus à 17h00 (ou fermeture des bureaux) afin que chacun puisse en prendre connaissance les jours ouvrables et aux heures d'ouverture des bureaux des mairies concernées et consigner ses observations et propositions sur le registre. En dehors de cette période aucune observation ne sera recevable.

Un membre de la commission d'enquête recevra les observations et propositions du public aux lieux, jours et heures suivants :

**Mairie de Septèmes-les-Vallons (siège de l'enquête) :**

Hôtel de Ville - place Didier TRAMONI, 13240 Septèmes-les-Vallons

- le mardi 11 janvier 2022 de 9h00 à 12h00 (ouverture de l'enquête)

- le lundi 24 janvier 2022 de 13h30 à 16h30

- le mardi 3 février 2022 de 9h à 12h00

- le vendredi 11 février 2022 de 14h00 à 17h00 (clôture de l'enquête)

**Mairie de Marseille :**

Direction Générale Adjointe « la ville plus verte et plus durable », 40 rue Fauchier 13002 Marseille

- le jeudi 13 janvier 2022 de 13h45 à 16h45

- le jeudi 27 janvier 2022 de 13h45 à 16h45

**Mairie du 8ème Secteur de Marseille (15ème et 16ème arrondissements) :**

246 Rue de Lyon, 13015 Marseille

- le mercredi 12 janvier 2022 de 09h00 à 12h00

- le jeudi 20 janvier 2022 de 13h30 à 16h30

- le lundi 24 janvier 2022 de 13h30 à 16h30

- le jeudi 3 février 2022 de 13h30 à 16h30

- le lundi 7 février 2022 de 13h30 à 16h30

**Mairie de Bouc-Bel-Air :**

Service Urbanisme situé Pôle Municipal de Sauvecanne, impasse des Oliviers, 13320 Bouc-Bel-Air

- le mardi 11 janvier 2022 de 13h30 à 16h30

- le mercredi 26 janvier 2022 de 13h30 à 16h30

- le vendredi 11 février 2022 de 9h à 12h00

**Mairie des Pennes-Mirabeau :**

Service de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat 22 rue Sainte Dominique 13170 Les Pennes-Mirabeau

- le mardi 11 janvier 2022 de 9h00 à 12h00  
- le mercredi 2 février 2022 de 14h00 à 17h00  
- le vendredi 11 février 2022 de 13h30 à 16h30

**Mairie de Simiane-Colongue :**

Hôtel de Ville service urbanisme place du Seigne 13109 Simiane-Colongue

- le mercredi 12 janvier 2022 de 14h00 à 17h00

- le mercredi 19 janvier de 14h à 17h00

- le lundi 24 janvier 2022 de 09h00 à 12h00

La consultation du dossier/registre sur Simiane-Colongue devra se faire sur rendez-vous téléphonique au 04 42 94 91 98. Cependant pour les permanences du commissaire enquêteur il n'y aura pas besoin de prise de rendez-vous.

Pendant la durée de l'enquête, les dossiers d'enquête publique seront consultables :

- par le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classes-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classes-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Septemes-les-Vallons>

- sur le registre dématérialisé :

<https://www.democratie-active.fr/ecopoledeletoile/>

Le dossier de demande d'autorisation contient notamment une évaluation environnementale (étude d'impact) qui peut être également consultée sur le site internet à l'adresse suivante :

<http://www.projets-environnement.gouv.fr>

Ce dossier a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale en date du 13 août 2021 et d'un mémoire en réponse de l'exploitant en date du 17 septembre 2021, consultables à l'adresse [www.bouches-du-rhone.gouv.fr](http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr)

Les dossiers de demande d'autorisation et d'instauration de servitudes pourront également être consultés pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille cedex 06 (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - bureau 425 - tél. 04 84 35 42 71).

Les dossiers d'enquête publique sont communicables à toute personne sur sa demande à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône dans les conditions prévues par le Code de l'Environnement.

Les observations et propositions du public et toute correspondance relative à l'enquête pourront être adressées à la commission d'enquête :

- par courrier à l'adresse de la mairie de Septèmes-les-Vallons siège de l'enquête (Hôtel de Ville - place Didier TRAMONI, 13240 Septèmes-les-Vallons) - par voie électronique à l'adresse suivante :

[ecopoledeletoile@democratie-active.fr](mailto:ecopoledeletoile@democratie-active.fr)

Les observations orales et écrites, recueillies dans les registres, transmises par voie postale ou électronique, seront recevables durant toute la durée de l'enquête publique du 11 janvier 2022 à 9h00 et jusqu'au 11 février 2022 à 17h. En dehors de ces dates aucune observation ne sera recevable.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites émises auprès de la commission d'enquête lors des permanences ci-dessus seront consultables au siège de l'enquête, en mairie de Septèmes-les-Vallons, aux heures d'ouverture au public.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé.

Par ailleurs, l'ensemble des observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête dans les conditions prévues par le Code des relations entre le public et l'administration.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, les organes délibérants de chaque commune où a été déposé un dossier d'enquête, ainsi que ceux de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Régional et du Conseil Départemental sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête.

Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête.

À l'issue de l'enquête, copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public pendant un an dans les mairies ainsi qu'à la préfecture des Bouches-du-Rhône et publiée sur son site internet.

Au terme de l'enquête, l'autorité compétente pour prendre la décision au titre du Code de l'environnement relative à la demande d'autorisation environnementale et aux modifications de servitudes d'utilité publique est le préfet des Bouches-du-Rhône qui statue par arrêté portant autorisation ou refus du projet porté le pétitionnaire, après avis, le cas échéant, du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Bouches-du-Rhône.

Cet arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>.

La personne responsable du projet est : M. Gautier FREGONA, de la société VALSUD groupe VEOLIA, mail : [gautier.fregona@veolia.com](mailto:gautier.fregona@veolia.com), téléphone : 04 91 03 42 00.

Pour le Préfet,  
Le directeur de la citoyenneté, de la légimité,  
et de l'environnement  
SIGNÉ : Fabrice BONICEL  
12/01/2022

**Publications  
d'annonces légales  
et judiciaires**



**RAPIDITÉ, EFFICACITÉ  
sur 4 départements (13/83/30/34)**

Votre contact :  
[ipp@lamarseillaise.fr](mailto:ipp@lamarseillaise.fr) / 04 91 57 75 34  
Devis sur demande



# Annonces légales

Contacts : 04.91.84.46.30 - al@laprovence-medias.fr  
www.laprovence-marchespublics.com

Mercréd 12 Janvier 2022  
habilité à publier par arrêté de Monsieur le Préfet du Département

290918

**AGUTTES**  
MAISON DE VENTES AUX ENCHERES

## Journée d'estimations Bijoux & perles fines

Mardi 1<sup>er</sup> février 2022  
Hôtel des Augustins  
3, rue de la Masse  
13100 Aix-en-Provence

Vin Chef d'Arp  
Paire de bragues - digones -  
Vendues 111 000 € le 24 juin 2021

### La Maison Aguttes

Depuis plus de 45 ans, nos experts et spécialistes maison  
organisent des ventes aux enchères dans le domaine  
des arts classiques et des bijoux. Ils vous conseillent et  
vous accompagnent de l'estimation à la mise en vente  
de vos biens les plus précieux, travaillent à leur apporter  
toute la valorisation  
qu'ils méritent.

Première maison de ventes indépendante dans l'Hexa-  
gone, Aguttes est l'alternative française aux leaders du  
marché de l'art international.

Ne vendez pas sans nous consulter !



Estimations gratuites  
et confidentielles sur rendez-vous

Adrien Lacroix  
06 69 33 85 94  
adrien@aguttes.com

Neuilly-sur-Seine - Paris - Lyon - Aix-en-Provence - Bruxelles  
Suivez-nous : aguttes.com/newsletter | @aguttes

Bouchon  
Baguette « saphir »  
Vendue 107 000 €  
le 18 décembre 2021

## VENTES AUX ENCHERES

### Crédit Municipal de Marseille

37, rue St Bazile - 13001 Marseille  
Tél : 04.91.11.40.42/49 Fax : 04.91.11.40.47

## VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Par le ministère des Commissaires-priseurs  
appréciateurs de l'administration et par autorisation judiciaire

**JANVIER 2022**

Vente courante de bijoux

**MARDI 18 JANVIER 2022**

Expositions photos le jour même de 9h30 à 11h30

Vente à partir de 14 H

## ANNONCES LEGALES

### PROJET DE FUSION

Aux termes du conseil d'administration en date du 09/11/2021, L'Association  
Bridge Club du Pays d'Arles, Association déclarée relevant de la loi du 1er juillet  
1901 relative au contrat d'association, a été fondée le 16 novembre 1978 et déclai-  
rée auprès de la Sous-Préfecture d'Arles le 26 novembre 1978, dont le siège social  
est sis 31 avenue des Moulins 13090 FONTVIEILLE, ayant pour but de diffuser et  
pratiquer le jeu de bridge et susciter des liens d'amitié entre les joueurs, a validé le  
projet d'une fusion par voie de création de l'Association Alpilles Bridge Club.  
L'Association Bridge Club du Pays d'Arles fait apport à l'Association Alpilles  
Bridge Club de l'universalité de son patrimoine.  
En contrepartie de cet apport, l'Association Alpilles Bridge Club s'engage à affecter  
à la réalisation de son objet social, tel qu'il résultera de la fusion, l'intégralité des  
éléments d'actifs et des droits qui lui seront apportés en conséquence de la réali-  
sation de la fusion à assurer la continuité du projet social de l'Association BCPA,  
à reprendre en qualité de membre l'ensemble des membres de l'Association BCPA,  
à l'exception de ceux qui en exprimeraient la volonté contraire. Ces membres devront  
s'engager à respecter l'ensemble des stipulations des nouveaux statuts de l'Associa-  
tion Alpilles Bridge Club.

La fusion est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- Approbation du traité de fusion, de la fusion, de la dissolution sans liquidation  
de l'Association Bridge Club du Pays d'Arles et de la transmission universelle de  
son patrimoine à l'Association Alpilles Bridge Club par l'Assemblée Générale Extra-  
ordinaire de l'Association Bridge Club du Pays d'Arles au plus tard le 28 février 2022 ;

Cette condition suspensive étant elle-même à réaliser sous les conditions suspen-  
sives suivantes :

- Approbation du traité de fusion, de la fusion, de la dissolution sans liquidation  
de l'Association Club de Bridge de la Vallée des Baux et de la transmission univer-  
selle de son patrimoine à l'Association Alpilles Bridge Club par l'Assemblée Générale  
Extraordinaire de l'Association Club de Bridge de la Vallée des Baux au plus  
tard le 28 février 2022 ;

- Absence de réception d'une opposition de la part d'un des créanciers des Associa-  
tions à la présente fusion dans un délai de 30 jours à compter de la publication  
d'un avis du traité de fusion dans le département du siège social des Associations.  
La fusion prendrait effet au plus tard le 28 février 2022 à minuit, étant précisé que  
sur le plan comptable et fiscal, la fusion aura un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2022.  
Pour avis le Président du BCPA

290439

**CRYO&CONCEPTS**  
Société par Actions Simplifiée  
au capital de 15 000 euros  
Siège social : 34 chemin des Infirmeries  
13100 AIX-EN-PROVENCE  
AIX-EN-PROVENCE C.S. 439 430 734

### AVIS DE PUBLICITE

Suivant décisions de l'associé unique du 1<sup>er</sup> janvier 2022, il résulte que :  
1<sup>ère</sup> décision : Suite à la démission de la société ETHICS&TOQUES, représen-  
tée par Mme Laure ALARDET, de son mandat de Président le 31 décembre 2021  
au soir, l'associé unique a nommé au 1<sup>er</sup> janvier 2022 aux fonctions de Président  
de la société pour une durée non limitée M. Florent CARBONNEAU domicilié 14  
rue de Louvelles - 78170 LA CELLE SAINT CLOUD.  
2<sup>ème</sup> décision : Le siège social a été transféré au 2 rue René Caudron - 78860  
VOISINS-LE-BRETONEUX à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.  
L'article « Siège social » des statuts a été modifié en conséquence.  
Mention sera faite au RCS d'AIX-EN-PROVENCE

Pour avis  
Florent CARBONNEAU  
Président

**ANNONCES LEGALES**  
**MARCHES PUBLICS**  
**DÉMATÉRIALISATION**

La mise en œuvre de la dématérialisation des marchés publics permet de simplifier les procédures et de réduire les coûts.

CONTACTEZ NOTRE ÉQUIPE SPÉCIALISÉE  
04 91 84 46 30 / 04 91 84 46 40 al@laprovence-medias.fr

**La Provence Médias**

240602



## AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur,  
Préfet des Bouches-du-Rhône, du 24 décembre 2021, il sera procédé à une  
enquête publique sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques  
d'inondation par débordement du Jarrat et de ses principaux affluents sur la com-  
mune de PLAN-DE-CUQUES.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public  
se déroulera, pendant trente jours consécutifs, du vendredi 28 janvier 2022  
au lundi 28 février 2022 inclus en mairie de PLAN-DE-CUQUES (Services Tech-  
niques et Urbanisme, Rue du Vert coteau, 13300-PLAN-DE-CUQUES), siège de  
l'enquête.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'en-  
quête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de  
COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par  
cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux  
sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra :

- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions  
sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ou-  
verture des bureaux (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00) ;
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la  
Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Législation  
et de l'Environnement, Bureau de l'Unité Publique de la Concertation et de l'Envi-  
ronnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à  
12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 47  
(42 49) 70 59 60 00 ;
- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône  
à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-TCPE/Plan-de-Cuques> ;
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire  
enquêteur par voie postale à la mairie de Plan-de-Cuques ;
- consigner ses observations et propositions par voie électronique, du vendredi  
28 janvier 2022 (9h00) au lundi 28 février 2022 (17h00), sur le registre dématé-  
rialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet : <https://www.registredemat.fr/pri-plan-de-cuques> et accessible à partir du lien disponible sur le  
site internet précité de la Préfecture, ou par courriel à l'adresse suivante :  
pri-plan-de-cuques@registredemat.fr

Monsieur Philippe MAGNUS, Expert Evaluator Immobilier, SG du Conseil Eco-  
nomique et Social PACA, en activité, désigné en qualité de commissaire enquêteur,  
se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au  
siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- vendredi 28 janvier 2022 de 9h00 à 11h00
- mercredi 02 février 2022 de 14h00 à 17h00
- mercredi 09 février 2022 de 9h00 à 11h00
- mercredi 16 février 2022 de 14h00 à 17h00
- lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que  
les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des perma-  
nences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique  
seront consultables par le public sur le site dématérialisé sécurisé précité ou  
accessibles depuis le site internet précité de la préfecture. Elles seront communi-  
cables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues  
par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée  
de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commis-  
saire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie  
concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par  
voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des  
Bouches-du-Rhône.

Au terme de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques d'inondation, éven-  
tuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art  
R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local  
d'urbanisme, conformément à l'article L.151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4  
du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires  
et de la Mer - 16, rue Antoine Zattara - 13332 Marseille Cedex 3. Des informations  
sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme / Pôles Risques  
- Portable : 06 07 35 04 06.

Fait à Marseille,  
le 30 DEC 2021  
Le Chef de Bureau de l'Unité  
Publique de la Concertation  
et de l'Environnement  
Patrick PAVAN

## VIE DES SOCIETES

290648

### MODIFICATION DU SIÈGE SOCIAL

**MS PATRIMOINE**  
SARL au capital de 1500€  
Immatriculée 512 933 516 au RCS de MARSEILLE  
Siège social : 6 Cours Pierre Puge  
13006 MARSEILLE

Aux termes d'une AGE en date du 03/01/2022, il a été décidé de transférer le  
siège social sis 6 Cours Pierre Puge 13006 MARSEILLE au 6 ZA LAFOURCADE  
NORD 32000 GIMONT à compter du 03/01/2022 et de modifier l'article 4 des statuts  
en conséquence.  
Radiation du RCS de MARSEILLE et immatriculation au RCS de AUCH.  
Mention au RCS de AUCH

290442



### CAPITAL SOCIAL

Dénomination : DIOGENE

Forme : SARL

Siège social : ANCIEN CHEMIN D'ARLES - MAS  
DES FIGUES, 13210 SAINT-REMY-DEPROVENCE.

388 370 272 RCS de Tarascon

Aux termes de l'AGE en date du 15 décembre 2021, les associés ont décidé de  
modifier le capital social en montant de 416000 euros à 296500 euros.  
Le capital social de la société s'élève à DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE  
MILLE CINQ CENT EUROS (296 500).  
Mention sera portée au RCS de Tarascon

290655

Me Thierry MANIGAND  
Me Nefarine CHIBI  
Notaires associés  
A BOURG-EN-BRESSE (01000)  
4, Rue Gal Debény

Rectificatif à l'annonce légale parue le 29 octobre 2021 :  
L'adresse actuelle du siège social de la société SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE  
SAINT-MICHEL, immatriculée au RCS d'ARLES sous le numéro 344 692 710 est  
5, Rue Léo Delibes à ARLES (13200), en lieu et place de l'adresse 200, Chemin  
des Falets à ARLES (13200)

Pour unique insertion  
Me Thierry MANIGAND





# PROVENCE / ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

**ANNONCES LÉGALES**  
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**MARSEILLE**  
Marchés publics  
Tél. 04 91 57 75 39  
cdelepine@lamarseillaise.fr

**MARTIGUES**  
Tél. 04 42 41 30 61  
martiguespub@lamarseillaise.fr

**Vie des sociétés**  
Tél. 04 91 57 75 34  
ipp@lamarseillaise.fr



DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 24 décembre 2021, il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'inondation par débordement du Jaret et de ses principaux affluents sur la commune de PLAN-DE-CUQUES.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-deux jours consécutifs, du **vendredi 28 janvier 2022 au lundi 28 février 2022 inclus** en mairie de PLAN-DE-CUQUES (Services Techniques et Urbanisme, Rue du Vert coteau, 13380-PLAN-DE-CUQUES), siège de l'enquête.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra :

- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00) ;
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 - Bureau n°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) 06 70 89 60 02 ;

- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Plan-de-Cuques> ;

- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de Plan-de-Cuques ;

- consigner ses observations et propositions par voie électronique, du vendredi 28 janvier 2022 (8h00) au lundi 28 février 2022 (17h00), sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet : <https://www.registredemat.fr/ppri-plan-de-cuques> et accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la Préfecture, ou par courriel à l'adresse suivante : [ppri-plan-de-cuques@registredemat.fr](mailto:ppri-plan-de-cuques@registredemat.fr)

Monsieur Philippe MAGNUS, Expert Évaluateur immobilier, SG du Conseil Economique et Social PACA en activité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- vendredi 28 janvier 2022 de 8h00 à 11h00

- mercredi 02 février 2022 de 14h00 à 17h00

- mercredi 09 février 2022 de 8h00 à 11h00

- mercredi 16 février 2022 de 14h00 à 17h00

- lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront accessibles depuis le site internet précité de la préfecture. Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Au terme de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques d'inondation, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer - 16, rue Antoine Zattara - 13332 Marseille Cedex 3. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme / Pôle Risques - Portable: 06 07 35 04 08.

Fait à Marseille, le 30/12/2021  
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement  
SIGNÉ  
Patrick PAYAN

## Vie des sociétés

### RECTIFICATIF

Suite à l'annonce parue dans nos colonnes le 26/01/2022, concernant l'avis de location gérance du fond de commerce khal pâtisserie à la sasu grine, il y a lieu de lire :

- Par acte SSP en date du 26/10/2021 et non du 01/11/2021

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée : **BAOBAB**

**Capital social** : 5000 euros.  
**Siège social** : Les Jonquiers de Provence 13170 LES PENNES MIRABEAU

**Objet** : Le conseil et l'assistance dans le domaine de la communication, le marketing, les relations publiques, les relations presse, la gestion et l'administration de comptes sur les réseaux sociaux, la conception et la réalisation de contenus notamment audiovisuels et numériques, l'organisation d'événements, Marketing digital, référencement, prospection commerciale, développement produit, conseil en mise en place et exécution d'une stratégie de croissance.

**Président** : M. BENALI Ali demeurant 136 chemin Henri Bayle 13015 Marseille

**Clause d'agrément** : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.

**Clause d'admission** : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.

**Durée de la société** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Marseille.

## DISSOLUTION

SITIFIS Sarl au capital de 1000€ Sarl en liquidation 1 MARCHÉ DES CAPUCINS 13001 MARSEILLE R.C.S. Marseille 848783734

Par AGE du 10/12/2021, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 10/12/2021 et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé comme liquidateur M. BOUAMIRA Mohamed, demeurant 23 rue de Rome 13001 Marseille. Le siège de la liquidation est fixé au siège social. Le dépôt sera effectué au Rcs Marseille

## AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été constitué une SARL dénommée : **A3J**

**Objet social** : Débit de boissons, restauration, sur place et à emporter

**Siège social** : 5675 Route d'Avignon Puyricard - 13090 AIX EN PROVENCE

**Capital** : 3 000 euros

**Co-Gérants** : Mr BOZZI Jean-Claude domicilié 20 Avenue Paul Eluard 13580 LA FARE LES OLIVIERS et Mr HUASCAR Jean-Marie domicilié à l'Impasse du Moulin 13580 LA FARE LES OLIVIERS

**Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS AIX EN PROVENCE

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP, il a été constitué une SAS dénommée :

**GENERATION PROPRETE**

**Capital social** : 100 euros.

**Siège social** : Centre commercial - Parc de Beauregard - 13100 AIX EN PROVENCE

**Objet** : Services d'aides à la personne, société de nettoyage, dératization, toutes activités annexes et connexes

**Président** : Mr HAMROUNI Mohamed domicilié 3 Rue Charoun Rieu - L'Altair le Floral - 13090 AIX EN PROVENCE

**Clause d'agrément** : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.

**Clause d'admission** : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.

**Durée de la société** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS Aix en Provence

## MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

L'AGE du 24/12/2021 La SCM PÔLE MEDICAL DE LA CRAU 44 Chemin du bord de Crau 13800 ISTRES RCS SALON 339 366 487 a décidé de nommer Mme CAPUS Marion domiciliée 4 Bd du Président Allende 13920 ST MITRE LES REMPARTS comme gérante en remplacement de Mr SCIARA Michel démissionnaire, de modifier la dénomination à PÔLE NORD D'ISTRES, et de proroger la société annuellement 50 années à renouvellement 99 années

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée : **NOBLI**

**Capital social** : 1000 euros.  
**Siège social** : Avenue André Malraux - Résidence les Cuques Bat 9 13360 Plan de Cuques

**Objet** : Prestations de services, apporteurs d'affaires dans tous les domaines du commerce Événementiel, l'organisation de tout événement public, privé ou associatif

**Président** : FIORE Pascal demeurant André Malraux - Résidence les Cuques bat 9 - 13360 Plan de Cuques

**Clause d'agrément** : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.

**Clause d'admission** : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.

**Durée de la société** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE.

## DISSOLUTION

WE APP, SAS, 1000 euros, 14 square Camille Corot 13100 Le Tholonet, 891330581, RCS Aix en Provence, Le 31/12/2021, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, M. PLEE Charly demeurant 764 chemin des déportés 13290 Les Milles, a été nommé Liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au siège social. Mention au RCS d'Aix en Provence.

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée : **COLIS HARAKA Capital social** : 5000 euros, **Siège social** : 19 rue Madeleine de Valmalette, Les Chlorophylles nord BAT C 13014 Marseille **Objet** : De

groupage, par lesquelles des envois de marchandises en provenance de plusieurs expéditeurs ou à l'adresse de plusieurs destinataires sont réunis et constitués en un lot unique en vue de leur transport, D'agrément par lesquelles des envois sont confiés sans groupage préalable à des transporteurs publics, De bureau de ville par lesquelles le commissaire prend en charge des colis ou expéditions de détail et les remet séparément soit à des transporteurs publics, soit à d'autres commissionnaires de transport, D'organisation de transport par lesquelles le commissionnaire prend en charge des marchandises en provenance ou à destination du territoire national et en assure l'acheminement par les soins d'un ou plusieurs transporteurs publics par quelque voie que ce soit, **Président** : M. MSSA Ali, Marhaba demeurant 19 rue Madeleine de Valmalette, Les Chlorophylles nord BAT C 13014 Marseille Cession des actions : Libre **Clause d'admission** : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix. **Durée de la société** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Marseille.

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée : **LA ROYALE**

**Capital social** : 3000 euros.

**Siège social** : 306 Place Sainte BARBE 13120 BIVIER GARDANNE

**Objet** : Boucherie - Charcuterie - Traiteur - Primeurs fruits et légumes

**Président** : MR BENAI Ibrahim Demeurant au 1 Rue Charles de FOUCAULD 13004 MARSEILLE

**Clause d'agrément** : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.

**Clause d'admission** : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.

**Durée de la société** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS d'Aix en Provence.

## CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte SSP du 17/12/2021, enregistré le 14/01/2022, au SIE de MARSEILLE sous le numéro N° 1314P61 2022 A 00371

**SARL SORESMA** dont le siège social est AU 3 Boulevard Saint Clément 13014 Marseille immatriculée au RCS de Marseille, en tant que personne morale sous le numéro 839 013 141, a vendu à **M.TIR Nabil**, auto entrepreneur en cours d'immatriculation au RCS de Marseille, dont le siège social est Boulevard Saint Clément 13014 Marseille

Son fonds de commerce de restaurant qu'il exploitait à 3 Boulevard Saint Clément 13014 Marseille

Cette vente a été consentie au prix de 9 000 euros, avec entrée en jouissance au 17/12/2021

## Publications d'annonces légales et judiciaires

**RAPIDITÉ, EFFICACITÉ**  
sur 4 départements (13/83/30/34)

Votre contact :  
[ipp@lamarseillaise.fr](mailto:ipp@lamarseillaise.fr) / 04 91 57 75 34  
Devis sur demande

## La Marseillaise

Il existe d'autres voix,  
on vous le dit tous les jours







## ANNONCES LEGALES

240802



### AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 24 décembre 2021, il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'inondation par débordement du Jarrat et de ses principaux affluents sur la commune de PLAN-DE-CUGUES.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente deux jours consécutifs, du vendredi 28 janvier 2022 au lundi 28 février 2022 inclus en mairie de PLAN-DE-CUGUES (Services Techniques et Urbanisme, Rue du Vert coteau, 13350 PLAN-DE-CUGUES), siège de l'enquête.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra :

- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, aux heures de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00);
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Législation et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Conception et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 - Bureau n°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) 06 70 59 00 02;
- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-PC/Plan-de-Cugues>;
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de Plan-de-Cugues;
- consigner ses observations et propositions par voie électronique, du vendredi 28 janvier 2022 (8h00) au lundi 28 février 2022 (17h00), sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet : <https://>

www.registredemat.fr/ppri-plan-de-cugues et accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la Préfecture, ou par courriel à l'adresse suivante : [ppri-plan-de-cugues@registredemat.fr](mailto:ppri-plan-de-cugues@registredemat.fr)

Monsieur Philippe MAGNUS, Expert Evaluator Immobilier, SG du Conseil Economique et Social PACA, en activité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- vendredi 28 janvier 2022 de 8h00 à 11h00
- mercredi 02 février 2022 de 14h00 à 17h00
- mercredi 09 février 2022 de 8h00 à 11h00
- mercredi 16 février 2022 de 14h00 à 17h00
- lundi 28 février 2022 de 14h00 à 17h00

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables par le public sur le site dématérialisé sécurisé précité ou accessibles depuis le site internet précité de la Préfecture. Elles seront communicables aux fins de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Au terme de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques d'inondation, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L.151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer - 16, rue Antoine Zattara - 13332 Marseille Cedex 3. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme/Pôle Risques - Portable 06 07 35 04 08.

Fait à Marseille, le 30 DEC 2021  
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique de la Conception et de l'Environnement  
Patrick PAYAN

## APPEL D'OFFRES

202109



### AVIS DE CONCESSION

DIRECTIVE 2014/23/UE

**Autoroute A50 - AIRES DE LIOUQUET ET DES PLAINES BARONNES**  
**Autoroute A51 - AIRES DE AUBIGNOSC EST ET AUBIGNOSC OUEST**

**EXPLOITATION D'UN SERVICE DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES, Y COMPRIS LA CONCEPTION, LA CONSTRUCTION, L'INSTALLATION, LE RACCORDEMENT ET L'ENTRETIEN/MAINTENANCE ULTERIEURS DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS CORRESPONDANTS**

**SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR / ENTITE ADJUDICATRICE :**

**I.1) NOM ET ADRESSES :**

Nom officiel : ESTEREL, COTE D'AZUR, PROVENCE, ALPES (ESCOTA)  
Adresse postale : 432 avenue de Cannes - BP 41 - 06211 Mandelieu Cedex  
Point(s) de contact : [info.com.eskota@vinci-autoroutes.com](mailto:info.com.eskota@vinci-autoroutes.com)  
Code NUTS : FR105  
Adresse(s) internet : Adresse principale : [www.vinci-autoroutes.com](http://www.vinci-autoroutes.com)  
Adresse du profil d'acheteur : <https://consultations-escota.safefinder.com>

**I.3) COMMUNICATION :**

L'ensemble des pièces du dossier de consultation est disponible gratuitement en accès direct non restreint et à l'adresse suivante : <https://consultations-escota.safefinder.com>  
Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : la ou les point(s) de contact mentionné(s) Point de contact : <https://consultations-escota.safefinder.com>

**I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR :** Société de droit privé.

**I.5) ACTIVITE PRINCIPALE :** Concessionnaire autoroutier.

**SECTION II : OBJET**

**II.1) ETENDUE DU MARCHÉ :**

**II.1.1) INTITULE :** A50 - Aires de services de LIOUQUET et des PLAINES BARONNES / A51 - Aires de Services de AUBIGNOSC EST et AUBIGNOSC OUEST - Exploitation d'un service de recharge pour véhicules électriques, y compris la conception, la construction, l'installation, le raccordement et l'entretien/maintenance ultérieurs des infrastructures et équipements correspondants.

**II.1.2) CODE CPV PRINCIPAL :** 85300000 (exploitation d'installations électriques).

**II.1.3) TYPE DE MARCHÉ :** Services

**II.1.4) DESCRIPTION SUCINCTE :**

Exploitation d'un service de recharge pour véhicules électriques, y compris la conception, la construction, l'installation, le raccordement et l'entretien/maintenance ultérieurs des infrastructures et équipements correspondants.

**II.1.5) VALEUR TOTALE ESTIMÉE :**

volume hors de toutes taxes : 35 453 000 € HT  
L'aire de LIOUQUET est de 4 983 000 € HT  
Cette valorisation tient compte des hypothèses suivantes :  
- Nombre de points de charge installés : 5  
- Valorisation du kWh vendu : 132 347  
- L'aire des PLAINES BARONNES est de 2 386 000 € HT  
Cette valorisation tient compte des hypothèses suivantes :  
- Nombre de points de charge installés : 5  
- Valorisation du kWh vendu : 0,5 €  
- Volume annuel moyen de kWh vendu : 63 627  
L'aire d'AUBIGNOSC EST est de 14 622 000 € HT  
Cette valorisation tient compte des hypothèses suivantes :  
- Nombre de points de charge installés : 4  
- Valorisation du kWh vendu : 0,5 €  
- Volume annuel moyen de kWh vendu : 449 400  
L'aire d'AUBIGNOSC OUEST est de 14 622 000 € HT  
Cette valorisation tient compte des hypothèses suivantes :  
- Nombre de points de charge installés : 4  
- Valorisation du kWh vendu : 0,5 €  
- Volume annuel moyen de kWh vendu : 467 400

**II.1.6) INFORMATION SUR LES LOTS :**

Ce marché n'est pas divisé en lots.

**II.2) DESCRIPTION :**

**II.2.1) INTITULE :** A50 - Aires de services de LIOUQUET et des PLAINES BARONNES / A51 - Aires de Services de AUBIGNOSC EST et AUBIGNOSC OUEST - Exploitation d'un service de recharge pour véhicules électriques, y compris la conception, la construction, l'installation, le raccordement et l'entretien/maintenance ultérieurs des infrastructures et équipements correspondants.

**QUEST - Exploitation d'un service de recharge pour véhicules électriques, y compris la conception, la construction, l'installation, le raccordement et l'entretien/maintenance ultérieurs des infrastructures et équipements correspondants.**

**II.2.2) CODES CPV ADDITIONNELS :**

Descripteur supplémentaire : 09000000 (produits pétroliers, combustibles, électricité et autres sources d'énergie); 31680000 (fournitures et accessoires électriques); 45311000 (travaux de câblage et d'installations électriques); 45227200 (travaux de construction de stations-services).

**II.2.3) LIEU D'EXECUTION :**

- Aire de LIOUQUET : Code NUTS : FR824 - Lieu principal d'exécution : Commune de LA CIOTAT - Département des Bouches du Rhône (13).  
- Aire des PLAINES BARONNES : Code NUTS : FR824 - Lieu principal d'exécution : Commune de LA CIOTAT - Département des Bouches du Rhône (13).  
- Aire de AUBIGNOSC EST : Code NUTS : FR821 - Lieu principal d'exécution : Commune de AUBIGNOSC - Département des Alpes-de-Haute-Provence (04).  
- Aire de AUBIGNOSC OUEST : Code NUTS : FR821 - Lieu principal d'exécution : Commune de AUBIGNOSC - Département des Alpes-de-Haute-Provence (04).

**II.2.4) DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Exploitation d'un service de recharge pour véhicules électriques, y compris la conception, la construction, l'installation, le raccordement et l'entretien/maintenance ultérieurs des infrastructures et équipements correspondants.

**II.2.5) CRITERES D'ATTRIBUTION :** Le contrat est attribué sur la base des critères énoncés dans les documents de la consultation.

**II.2.6) VALEUR ESTIMÉE :** valeur hors de toutes taxes : 35 453 000 € HT.

L'aire de LIOUQUET est de 4 983 000 euros hors taxes (€ HT)

Cette valorisation tient compte des hypothèses suivantes :

- Nombre de points de charge installés : 5

- Valorisation du kWh vendu : 0,5 €

- Volume annuel moyen de kWh vendu : 132 347

L'aire des PLAINES BARONNES est de 2 386 000 € HT

Cette valorisation tient compte des hypothèses suivantes :

- Nombre de points de charge installés : 5

- Valorisation du kWh vendu : 0,5 €

- Volume annuel moyen de kWh vendu : 63 627

L'aire d'AUBIGNOSC EST est de 14 622 000 € HT

Cette valorisation tient compte des hypothèses suivantes :

- Nombre de points de charge installés : 4

- Valorisation du kWh vendu : 0,5 €

- Volume annuel moyen de kWh vendu : 449 400

**II.2.7) DUREE DE LA CONCESSION :** 15 ans

**II.2.8) INFORMATIONS SUR LES FONDS DE L'UNION EUROPEENNE :** Le contrat ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne.

**II.2.9) INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :**

Les informations relatives à la valeur estimée du contrat sont données à titre indicatif et ne constituent en aucun cas un engagement de la part de la société ESCOTA.

**SECTION III RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**

**III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION :**

**III.1.1) HABILITATION A EXERCER L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE, Y COMPRIS LES EXIGENCES RELATIVES A L'INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE OU DE LA PROFESSION :**

Documents et/ou renseignements à produire par la ou les entreprise(s) candidate(s), soit en tant qu'entreprise individuelle, soit en tant que membre d'un groupement :

- Une lettre de candidature (peut n'être produite qu'une seule fois de manière conjointe pour tout le groupement)

- Les délégations de pouvoir par une personne habilitée de(s) l'entreprise(s) candidate(s) pour la lettre de candidature et la soumission

- En cas de groupement, l'engagement du mandataire et l'habilitation du mandataire par ses co-traitants mentionnant les noms, dénomination et adresse de chaque co-traitant ainsi que les noms, prénoms et qualité des personnes habilitées à représenter chaque entreprise ;

- Extrait du K-bis de moins de trois (3) mois du ou des candidat(s) avec le(s)quel(s) le contrat est susceptible d'être signé ;

- L'attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;

- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le(s) entreprise(s) attestant :

o Qu'elle ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession indiquée aux articles L3123-5 et L3123-7 à L3123-10 du code de la commande publique ;

o Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L3123-16 et L3123-19 du code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R3123-1 à R3123-5 sont exacts.

- L'ensemble des documents justifiant qu'elle ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession indiquée aux articles L3123-5 à L3123-7 et L3123-7 à L3123-10 du code de la commande publique.

**III.1.2) CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE :**

Documents et/ou renseignements à produire par la ou les entreprise(s) candidate(s), soit en tant qu'entreprise individuelle, soit en tant que membre d'un groupement :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du

domaine d'activité faisant l'objet de la sous-concession portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- Bilan ou extraits de bilan, concernant les trois derniers exercices, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Dans le cas d'une candidature en groupement d'opérateurs économiques conjoints avec mandataire commun solidaire, ESCOTA, après analyse de la capacité financière du mandataire au regard de l'étendue globale du contrat, se réserve la possibilité de demander le remplacement du mandataire par un autre membre du groupement.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique par tout autre moyen considéré comme approprié.

**III.3) CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE :**

Documents et/ou renseignements et références à produire par la ou les entreprise(s) candidate(s), soit en tant qu'entreprise individuelle, soit en tant que membre d'un groupement :

- Déclaration sur l'honneur concernant les effectifs du candidat ou de chaque membre du groupement candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacun des trois (3) derniers exercices (ou depuis la date de création de l'entreprise si celle-ci est inférieure à trois ans) ;

- Déclaration sur l'honneur mentionnant les noms et les qualifications professionnelles des personnes qui seront chargées de l'exécution du contrat de sous-concession ;

- Déclaration sur l'honneur attestant des capacités du candidat à disposer de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique nécessaire à la réalisation des prestations dans le domaine objet de la concession ;

- Références du candidat dans la conception, construction et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, notamment de puissance > 150 kW par point de charge et/ou sur autoroute, et infrastructures s'y rapportant, dans les trois dernières années (localisation, date de prise d'effet et durée, montant global de l'investissement, type de contrat, type d'activités, organisation de l'exploitation (gestion directe, location gérance, location-exploitation, etc.) et de la maintenance, description des concepts commerciaux) ;

- A défaut, toute autre référence dans un domaine comparable et/ou toutes autres références ou éléments susceptibles de démontrer une aptitude à exécuter la sous-concession de la présente procédure ;

En cas de candidature en groupement d'opérateurs économiques, le mandataire devra indiquer parmi les références listées, celles pour lesquelles il a assuré la coordination en qualité de mandataire.

Dans le cas d'une candidature en groupement d'opérateurs économiques, quelle qu'en soit la forme, ESCOTA se réserve la possibilité de demander le remplacement du mandataire par un autre membre du groupement s'il apparaît, après analyse des capacités techniques et professionnelles, et des références du mandataire, que celui-ci ne présente pas la capacité technique et professionnelle, et les références suffisantes pour coordonner les prestations des membres du groupement.

**SECTION IV : PROCEDURE**

**IV.1) DESCRIPTION :**

**IV.1.8) INFORMATION CONCERNANT L'ACCORD SUR LES MARCHES PUBLICS (AMP) :** Le marché n'est pas couvert par l'accord sur les marchés publics.

**IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF :**

**IV.2.2) DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS :** 14/03/2022 à 12h.

**IV.2.4) LAQUES POTENTIELLEMENT UTILISEES DANS L'OFFRE OU LA DEMANDE DE PARTICIPATION :** Français.

**SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

**VI.1) RENOUVELLEMENT :** Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable.

**VI.2) VARIANTES :** Les variantes ne sont pas autorisées.

**VI.3) INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Un même opérateur ne peut pas candidater simultanément en qualité d'opérateur unique d'une part, et de co-traitant au sein d'un groupement, mandataire ou non, d'autre part.

De plus, un opérateur mandataire de groupement ne pourra candidater qu'une seule fois.

ESCOTA invite les candidats à retirer l'ensemble des pièces du dossier de consultation, complétant le présent avis, disponible en accès direct et gratuitement à l'adresse suivante : <https://consultations-escota.safefinder.com>

Le présent avis est totalement dématérialisé.

**VI.4) PROCEDURES DE RECOURS :**

**VI.4.1) INSTANCE CHARGÉE DES PROCEDURES DE RECOURS :** Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 boulevard de Hautil, B.P. 30322, 95027 Cergy-Pontoise Cedex France - Tél. : +33 (0)1 30 17 34 00 - Courriel du greffe du tribunal : [greffe-la-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe-la-cergy-pontoise@juradm.fr)

**VI.4.4) SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS :** Cergy-Pontoise, 2-4 boulevard de Hautil, B.P. 30322, 95027 Cergy-Pontoise Cedex France - Tél. : +33 (0)1 30 17 34 00 - Courriel du greffe du tribunal : [greffe-la-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe-la-cergy-pontoise@juradm.fr)

**VI.5) DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS :** 24/01/2022





## MAGNUS Philippe

---

**De:** RegistreDemat.fr <noreply@legalcom.fr> <noreply@legalcom.fr>  
**Envoyé:** mardi 1 mars 2022 08:01  
**À:** support@registredemat.fr; evelyne.perfetto@bouches-du-rhone.gouv.fr;  
florence.fournier-zamorano@bouches-du-rhone.gouv.fr;  
philippe.vargelli@bouches-du-rhone.gouv.fr; marc.rapa@bouches-du-rhone.gouv.fr; MAGNUS Philippe  
**Objet:** Registre Demat : Clôture du registre n° 682, ppri-plan-de-cuques



La solution rapide et fiable pour créer simplement un registre dématérialisé en ligne.

### Clôture du registre dématérialisé

Bonjour,

Nous tenons à vous informer de la clôture du registre dématérialisé n° 682 : ppri-plan-de-cuques le 28/02/2022 17:00:00.

0 observation a été déposée sur le registre.

Désormais, pour accéder aux observations et pièces jointes associées, merci de vous connecter directement dans votre espace privé (<https://www.registredemat.fr/compte>)

Ce courriel a été envoyé automatiquement par un robot,  
merci de ne pas y répondre.

Copyright © Legalcom | Tous droits réservés.





Registre n°682 : ppri-plan-de-cuques

VISUALISER LE SITE

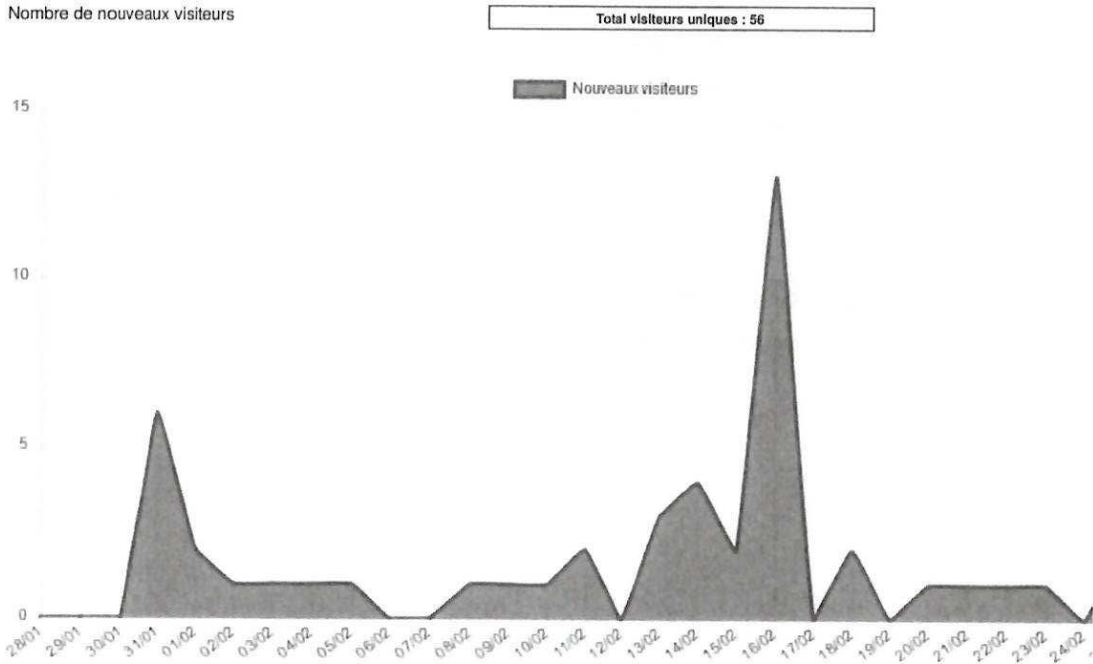
ENQUÊTE PUBLIQUE DU 28/01/2022 08:00 AU 28/02/2022 17:00

clos

Résumé des statistiques

Statistiques	Résumé
1- Nombre de nouveaux visiteurs	Visiteurs uniques : 56
2- Nombre de téléchargements de chaque document du dossier de l'enquête	Téléchargements : 25 Visionnages : 37
3- Nombre d'observations déposées par jour	
4- Nombre d'observations déposées par tranche horaire de dépôt sur l'ensemble de l'enquête	
5- Nombre d'observations par qualité de déposant	
6- Nombre d'observations déposées par critère d'appréciation	
7- Nombre d'observations par Thème	

Nombre de nouveaux visiteurs



Haut de page

Nombre de téléchargements de chaque document du dossier de l'enquête

Téléchargements : 25  
Visionnages : 37

Document du dossier de l'enquête	Téléchargements	Visionnages
Arrêté d'ouverture d'enquête	2	0
Avis d'enquête publique	2	0
0.0 arrêté complémentaire PPRI plan de cuques	2	3
0.0 art prescrip_PDC	1	3
0.1_KPK_190724_PPRI_Huveaune_Plan-de-Cuques (13)	1	4

Document du dossier de l'enquête	Téléchargements	Visionnages
0.2_PPRI_PDC_Bilan_CP_Mairie	1	3
0.3_PPRI_PDC_Bilan_consult_POA	1	3
0.4_AVIS_POA_PDC	1	3
0.6_dossier_type_Barrier_PPRI	1	3
0.7_Avis_EP_PDC	1	2
1_Rapport_Presentation_PPRI_Plan de cuques_post_decret_2c	1	4
2_Zonage réglementaire_POA_EP	1	3
3_Reglement_Plan-De-Cuques_v5_POA	1	4
Annexe_3_PHE ligne d'eau consult POA_et EQ publique	1	1
annexes		
Annexe_1_Plan de cuques enjeux_POA_EP	1	0
Annexe_2_Plan de cuques Aléa_POA_EP	1	0
ANNEXE_3_PHE ligne d'eau consult POA_et EQ publique	1	0
etudes de reference		
decret		
Arrêté aléa PPRI	1	0
Décret PPRI	1	0
etude EGIS		
Cart_des_debits		
Carte des debits	1	1
Rapport_phase5_Plan de Cuques_v1-c-annexes	1	0
Rapport_phase5_Plan de Cuques_v1-c-texte	1	0
TOTAUX	25	37

↑ Haut de page

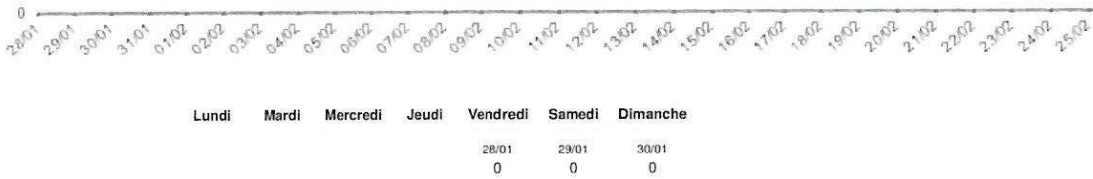
Nombre total d'observations

Observations : 0

Nombre d'observations déposées par jour

1

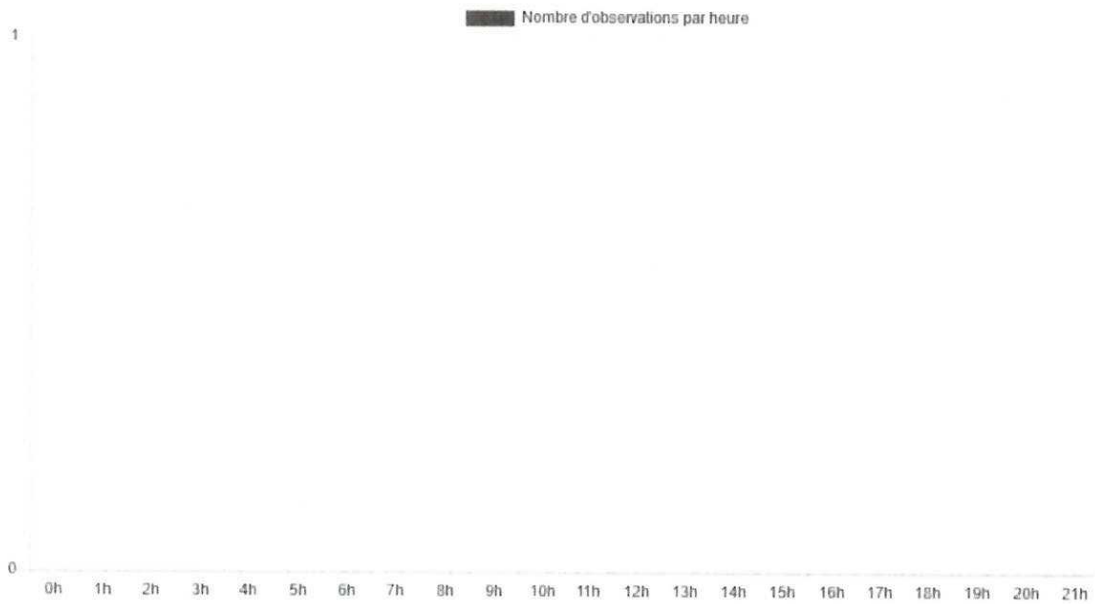
Observations



Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
31/01 0	01/02 0	02/02 0	03/02 0	04/02 0	05/02 0	06/02 0
07/02 0	08/02 0	09/02 0	10/02 0	11/02 0	12/02 0	13/02 0
14/02 0	15/02 0	16/02 0	17/02 0	18/02 0	19/02 0	20/02 0
21/02 0	22/02 0	23/02 0	24/02 0	25/02 0	26/02 0	27/02 0
28/02 0						
TOTAUX par jour de la semaine						
0	0	0	0	0	0	0

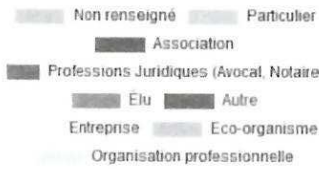
↑ Haut de page

Nombre d'observations déposées par tranche horaire de dépôt sur l'ensemble de l'enquête



↑ Haut de page

Nombre d'observations par qualité de déposant



Qualité	Nombre d'observations
Non renseigné	0 dont 0 anonyme(s)
Particulier	0
Association	0
Professions Juridiques (Avocat, Notaire...)	0

	Qualité	Nombre d'observations
	Élu	0
	Autre	0
	Entreprise	0
	Eco-organisme	0
	Organisation professionnelle	0

↑ Haut de page

Nombre d'observations déposées par critère d'appréciation



	Type	Nombre d'observations
	Non traité	0
	Neutre	0
	Positif	0
	Négatif	0
	Hors Sujet	0
	Doublet	0

↑ Haut de page

Nombre d'observations par Thème

Thème	Sous-thème	Nombre d'observations
Non associées à un thème		0

↑ Haut de page

RegistreDemat.fr, la solution rapide et fiable pour créer simplement un registre dématérialisé en ligne.

- 14 rue Belfroy  
92200 Neuilly-sur-Seine
- 01 49 04 01 52  
(prix d'un appel local)
- Du lundi au vendredi  
de 9h à 17h.





**Ville de Plan-de-Cuques**  
République Française

**Pôle Technique  
Service Urbanisme**

### CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Monsieur Laurent SIMON, Maire de la commune de Plan de Cuques, certifie que :

*l'arrêté préfectoral portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet de révision du PPRI par débordement du Jarret et de ses principaux affluents sur le territoire de la commune de Plan de Cuques*

a été affiché à la Mairie de Plan de Cuques du 5 janvier 2022 au 28 février 2022.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Plan de Cuques, le 1<sup>er</sup> mars 2022.

Le Maire  
  
Laurent SIMON





**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la  
Légalité et de l'Environnement**

**Bureau de l'Utilité Publique,  
de la Concertation et de l'Environnement  
Mission Environnement et Enquêtes publiques**

(FF2/404)

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je, soussigné Patrick PAYAN, certifie avoir procédé, du 10 janvier 2022 au 28 février 2022 inclus et en lieu et place réservés à cet effet, à l'affichage de l'avis d'enquête publique relatif à l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 portant ouverture et organisation, du 28 janvier 2022 au 28 février 2022, d'une enquête publique sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'inondation par débordement du Jarret et de ses principaux affluents sur la commune de PLAN-DE-CUQUES.

Fait à Marseille, le 03 MARS 2022

Pour le Préfet  
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique  
de la Concertation et de l'Environnement

Patrick PAYAN





# **PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS ECRITES ET ORALES**

**signifié au Responsable de Projet  
le jeudi 3 mars 2022**

dans le cadre de l'enquête publique portant sur :

**le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation  
(PPRi)  
par débordement du Jarret et de ses principaux affluents sur le  
territoire de La Commune de Plan-de-Cuques.**

(ouverte le 28 janvier 2022 et close le 28 février 2022)

*Réf: Arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône du 24 décembre 2021*





## **OBSERVATIONS RECUEUILLIES PAR LE COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR**

Pendant la durée de l'enquête publique unique qui s'est étalée sur 32 jours, le public a pu prendre connaissance du dossier en Mairie de Plan-de-Cuques au 1er étage du bâtiment des Services Techniques et Urbanisme, rue du Vert Coteau et rencontrer le Commissaire-Enquêteur au cours des 5 permanences.

La Commissaire Enquêteur a accueilli 5 visiteurs, s'est vu remettre 1 courrier et ses annexes, le public a porté 5 observations sur le registre ouvert à cet effet. Aucune observation n'a été enregistrée sur le Registre Dématérialisé.

Le présent procès-verbal est présenté au Responsable de projet sous forme de synthèse générale organisée par thème.

Il lui reviendra en retour d'éclairer le Commissaire-Enquêteur sur les points précis évoqués et de répondre pour la poursuite de son rapport.

### **1- Simple demande de renseignement**

Monsieur [REDACTED] s'est présenté lors de la permanence du 16 février 2022 pour prendre connaissance du dossier et de la situation de sa maison dans le cadre du PPRi.

Le dossier n'a pas appelé de remarque particulière de sa part.

### **2- Evolution de la nature de la crue de référence**

Dans son observation consignée le 2 février 2022, Monsieur Philippe MUSARELLA, Président de l'Association « pour la sauvegarde et l'animation du poumon vert de Saint-Mitre (13013 Marseille) » constate que le précédent PPRi prenait en compte comme crue de référence la crue trentennale.

Il se félicite que le projet de révision du PPRi prévoit de s'appuyer désormais sur la crue centennale.

Il souhaite que la collectivité communique de manière pédagogique sur cette évolution positive du PPRi.



### **3- Demandes d'équipements collectifs de prévention**

Monsieur Robert GUERRA, Président de l'Association de Défense des Riverains Intercommunaux du Jarret demande la mise en place de capteurs de crues sur le Jarret en amont et en aval du Canal de Marseille afin de capter la présence anormale d'eau et de donner l'alerte.

Cette proposition serait de nature à améliorer la prévention et à réduire les dommages.

### **4- Demande de précisions sur la situation d'un bien et sur l'éligibilité au dispositif du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)**

PLUI

Dans son observation consignée le 28 février 2022, [REDACTED] propriétaire de la maison sise avenue du Terme et cadastrée Section AR numéro 146 s'interroge sur le classement de sa propriété dans le PLUI en emplacement réservé en vue de la réalisation d'un bassin de rétention.

Dans l'affirmative, elle souhaite savoir si Aix-Marseille-Métropole serait disposée à se porter acquéreur de sa propriété et à quel prix.

Dans la négative, souhaite savoir si elle est éligible au dispositif de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs et à quel taux.

### **5- Demande de modification du zonage**

Mesdames [REDACTED] se sont présentées le 16 février 2022.

Propriétaires dans le cadre familial de la parcelle cadastrale AN 2017 divisée en deux lots (A et B), elles projettent la réalisation de 3 maisons : 2 sur le lot A et 1 sur le lot B.

Le lot B étant grevé dans le PLUI d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un bassin de rétention, les Consorts [REDACTED] [REDACTED] ont mis en demeure par courrier en date du 12 février 2019 la Commune de Plan-de-Cuques d'acquérir leur parcelle.

Par réponse en date du 26 août 2019, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a indiqué qu'elle ne souhaitait pas donner une suite favorable à cette demande et qu'en conséquence, dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme





Intercommunal à approuver, la réservation sera supprimée par le Conseil de la Métropole.

Les trois demandes de permis de construire ont donc été déposées. Celles concernant le lot A ont été acceptées, celle sur le lot B a été refusée le 16 juillet 2021 au motif que le lot B se situe en zone rouge dans le projet de révision du PPRI.

Une seconde demande de permis a été déposée le 19 octobre 2021 prenant en compte les recommandations du Responsable de l'Urbanisme à la Mairie de Plan-de-Cuques (hauteur du vide sanitaire, maison à étage et zone pour évacuation aéroportée).

Cette seconde demande a été rejetée le 3 février 2022.

Les Consorts [REDACTED] s'étonne de ce nouveau refus et demandent une modification de zonage tendant à un classement en zone orange voire bleue.

Ils fondent leur demande de reclassement en « autre zone urbanisée » sur les arguments suivants :

- Dans le projet de PPRI la zone est classée en zone pas ou peu urbanisée au regard des enjeux. Or les constructions voisines dont certaines sont récentes n'apparaissent pas sur la carte.
- De fait, la parcelle constitue une « dent creuse ». Elle est d'ailleurs classée dans les documents d'urbanisme en zone UP2b.

Pour mener à bien leur projet tout en limitant davantage le risque, ils se déclarent prêts à accepter des contraintes particulières.

**D'autres points plus individuels ou de détail recueillis au cours de l'enquête ne nécessitant pas de figurer dans une synthèse générale pourront être développés et traités dans le rapport d'ensemble.**

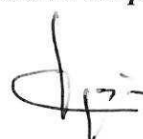
Monsieur Philippe VARGELLI, après avoir pris connaissance de ces observations, signe avec nous le présent Procès-Verbal en 4 exemplaires (dont 1 pour le Responsable de Projet).

---

**Julien Philippe VARGELLI**  
Chef de l'Unité Risques Inondation  
DDTM13



**Philippe MAGNUS**  
Commissaire-Enquêteur







# BILAN DE L'ENQUETE PUBLIQUE

## AVIS EXPRIMES DANS LE CADRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

NOM	Contribution	Communication	Parcelle	RÉSERVES EXPRIMÉES	RÉPONSE DDTM
	1	Registre papier	AR 146	<p>1) s'interroge sur le classement de sa propriété dans le PLU en emplacement réservé en vue de la réalisation d'un bassin de rétention.</p> <p>-2) Dans l'affirmative, elle souhaite savoir si Aix-Marseille-Métropole serait disposée à se porter acquéreur de sa propriété et à quel prix.</p> <p>-3) Dans la négative, souhaite savoir si elle est éligible au dispositif de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs et à quel taux.</p>	<p>les questions 1 et 2 ne concernent pas le PPRI</p> <p>est éligible aux subventions du fond de prévention des risques majeurs si elle est propriétaire d'un logement ou d'une activité de moins de 20 salariés et que son bien est concerné par des travaux prescrits par le PPRI. Dans ce cadre, elle, pourra se mettre en conformité avec les prescriptions du PPRI et être subventionnée à hauteur de 80 % du montant des travaux subventionnables dont la limite est fixée à 10% de la valeur vénale du bien.</p>
	1	Registre papier	AN 2017 Divisé en deux lots A et B	<p>Propriétaires dans le cadre familial de la parcelle cadastrale AN 2017 divisée en deux lots (A et B), elles projettent la réalisation de 3 maisons : 2 sur le lot A et 1 sur le lot B.</p> <p>Les trois demandes de permis de construire ont été déposées. Celles concernant le lot A ont été acceptées, celle sur le lot B a été refusée le 16 juillet 2021 au motif que le lot B se situe en zone rouge dans le projet de révision du PPRI.</p> <p>Une seconde demande de permis a été déposée le 19 octobre 2021 prenant en compte les recommandations du Responsable de l'Urbanisme à la Mairie de Plan-de-Cuques (hauteur du vide sanitaire, maison à étage et zone pour évacuation aéroportée). Cette seconde demande a été rejetée le 3 février 2022.</p> <p>Les Consorts s'étonne de ce nouveau refus et demandent une modification de zonage tendant à un classement en zone orange voire bleue.</p> <p>Changement de classement – Refuse le classement rouge car parcelle classée en zone urbanisée du PLU.</p>	<p>Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. La détermination des enjeux correspond à la réalité physique du territoire au moment de l'élaboration du PPRI. Toutes les zones U du PLU ne peuvent être classées en CU ou AZU.</p> <p>La détermination des enjeux a fait l'objet d'une procédure homogène sur l'ensemble du bassin versant de l'Huveaune. Cette procédure est expliquée dans le rapport de présentation du PPRI communal. Dans l'état, ces parcelles, non urbanisées, participent au maintien de zone d'expansion de la crue et ne peuvent donc pas être classées en « Autre Zone Urbanisée » au titre de la carte des enjeux ni même considérées comme une dent creuse.</p> <p>De plus, la zone du terrain objet du refus est exposée à un aléa fort dans lequel toute nouvelles construction sont interdites qu'elle soit classée en « Zone Peu ou Pas Urbanisée » ou en « Autre Zone Urbanisée » telle que le demande le requérant. Outre le fait que le classement en « Autre Zone Urbanisée » n'est pas justifié, il n'aurait aucune influence sur le caractère inconstructible du terrain.</p>

P. VARGELLI

